Chavez malade, la gauche latino-américaine affaiblie ?

Olivier Dabène

▶ **To cite this version:**

Olivier Dabène. Chavez malade, la gauche latino-américaine affaiblie ?. Les Études du CERI, 2011, 179-180, pp.4-6. hal-01024504

HAL Id: hal-01024504

https://sciencespo.hal.science/hal-01024504

Submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction
Chavez malade, la gauche latino-américaine affaiblie ?

Olivier Dabène

Au moment où la gauche latino-américaine célébrait la victoire d'Ollanta Humala à l'élection présidentielle au Pérou, la nouvelle de l'hospitalisation d'Hugo Chavez à Cuba plongeait l'Amérique latine dans le doute. La révolution bolivarienne pourrait-elle survivre à une éventuelle disparition de son leader ? La gauche latino-américaine peut-elle se passer de son champion ? Les relations interaméricaines en seraient-elle affectées ?

La réponse aux deux dernières questions ne fait guère de doute.

La gauche latino-américaine a en effet pris un virage « brésilien » qui l'éloigne de plus en plus de la sphère d'influence de Chavez. Les victoires électorales de la gauche au Salvador en 2009 et au Pérou en 2011 en sont des illustrations. Dans les deux cas, les *spin doctors* brésiliens ont su amener au pouvoir des forces politiques radicales en les ramenant vers le centre de l'échiquier politique, là où, au Pérou en 2006, Hugo Chavez avait ouvertement fait campagne pour Ollanta Humala et l'avait fait perdre. Les relations interaméricaines se sont par ailleurs apaisées de façon rapide et spectaculaire depuis l'élection de Santos en Colombie en 2010[1], ce qui a permis d'avancer dans la construction d'une Communauté d'Etats latino-américains et caribéens (CELAC). Chavez semble être entré dans le rang, collaborant même avec Santos pour contribuer à la réintégration du Honduras dans la communauté interaméricaine.

L'effacement de Chavez peut signifier la disparition d'un référent partisan qui a contribué dans les années 2000 à structurer le clivage gauche/droite en Amérique latine. En d'autres termes, il peut nourrir une convergence que l'on voit déjà à l'œuvre dans bien des domaines.

La véritable incertitude concerne bien plutôt l'avenir de la révolution bolivarienne. Deux questions se posent : Chavez est-il en mesure de gagner les élections de 2012 ? Est-il encore apte à gouverner le pays avec l'énergie que requiert son ambition révolutionnaire ? Quelle que soit l'évolution de la maladie d'Hugo Chavez, il est peu probable qu'il continue à incarner à lui seul le projet révolutionnaire. Dans le meilleur des cas, son affaiblissement sera pour lui un atout durant la campagne électorale de 2012, et un handicap de plus pour l'opposition, mais il ne pourra la conduire seul, et ne sera pas plus en mesure de gouverner seul. Dans le pire, il doit songer à sa succession, ce qu'il n'a guère eu le loisir de faire depuis 1998. Dans tous les cas, un scénario « sandiniste » n'est plus à exclure, où Chavez perdrait les élections et verrait certains acquis de sa révolution se déliter[2]. Il est certainement plus probable que le scénario cubain, dont le spectre est agité par les secteurs conservateurs du continent.

La maladie de Chavez ouvre une période d'incertitude, dans un continent toujours dominé par la gauche et qui, en 2011, a vu sa récupération économique se poursuivre et son autonomisation vis-à-vis des Etats-Unis se confirmer.

La victoire d'Ollanta Humala au Pérou, analysée dans ce rapport[3], et la facile réélection de Cristina Kirchner en Argentine le 23 octobre sont venues conforter le virage à gauche de l'Amérique latine, tandis que les premiers pas de la présidente Dilma Rousseff au Brésil s'avèrent prometteurs. La droite, de son côté, a été à la peine en 2011. Plutôt encourageante à ses débuts, la présidence de Piñera au Chili s'est enlisée dans une mauvaise gestion des conflits sociaux. Au Mexique, le Parti action nationale

[1] Voir O. Dabène, « Introduction. L'Amérique latine en 2010 : détente et crispation. Un condensé de deux cents ans d'histoire », in « Amérique latine. Political Outlook 2010 », *Les Etudes du CERI* n°169-170, décembre 2010, pp. 1-4.

[2] Victorieuse en 1979, la révolution sandiniste au Nicaragua a pris fin avec la défaite de Daniel Ortega aux élections de février 1990. Le scénario cubain verrait Chavez se convertir en dictateur afin d'institutionnaliser sa révolution.

[3] Voir l'analyse de Doris Buu-Sao, Gustavo Pastor et Adriana Urrutia dans ce rapport ,et le dossier sur ces élections sur le site de l'OPALC : www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=13&Itemid=211

(PAN) du président Calderón, a accumulé les défaites électorales dans les Etats fédérés, et se trouve d'ores et déjà éliminé de la course à la présidence en 2012. En Argentine, Mauricio Macri a confirmé son emprise sur l'électorat de Buenos Aires, en se faisant facilement réélire à la mairie, sans pour autant se projeter au plan national. Gênée par le recentrage de la gauche, la droite n'a guère de programme alternatif à offrir, sauf dans les pays affectés par la violence. Ainsi au Guatemala, Otto Pérez Molina, général en retraite, a-t-il fait campagne sur le thème du patriotisme et d'une plus grande fermeté face à la délinquance[4].

L'opposition de droite est d'autant plus mal à l'aise qu'elle ne peut que constater la bonne santé économique de la région. Après une année 2010 qui a connu une croissance de 5,9 %, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) pronostique pour 2011 une hausse de 4,7 % du PIB et de 3,6 % du PIB/habitant[5]. Certes, tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne, car dans un petit groupe (Panama, Argentine et Haïti), la croissance dépasse les 8 %, tandis qu'à l'autre extrême (Amérique centrale et Caraïbe, mais aussi Mexique et Brésil), elle est en deçà des 4 %. La CEPAL évoque bien le risque d'une reprimarisation[6] croissante des économies, à la faveur de la surévaluation des monnaies et des cours élevés des matières premières, mais il n'y a pas là d'arguments utilisables par la droite, car elle est largement responsable de l'ouverture des économies initiée dans les années 1990. Dans ce domaine comme dans d'autres, la gauche a poursuivi dans la même voie. Significativement, ni Daniel Ortega, ni probablement Ollanta Humala, ne songent à remettre en cause l'accord de libre-échange signé par leur prédécesseur avec les Etats-Unis. Le libre-échange n'est d'ailleurs plus guère satanisé par la gauche qui, dans le sillage de la diplomatie brésilienne, entretient des relations en voie d'apaisement avec les Etats-Unis.

Deux ans après le sommet des Amériques de Trinidad et Tobago, à l'occasion duquel Barack Obama avait séduit les Latino-américains mais où des désaccords profonds subsistaient dans un contexte de quasi guerre froide[7], le président des Etats-Unis est revenu en Amérique latine en mars 2011 pour une tournée qui l'a conduit au Brésil, au Chili et au Salvador.

En deux ans, les attentes ont été déçues et l'Amérique latine n'attend plus grand chose des Etats-Unis, sauf éventuellement des excuses consécutives aux révélations de Wikileaks[8]. Le Brésil fait exception. La visite d'Obama valait reconnaissance de son statut de puissance émergente. Les Brésiliens avaient en tête les engagements pris par Obama lors de sa visite en Inde en novembre 2010 et attendaient un appui à sa candidature à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La déception là aussi était au rendez-vous, Dilma Rousseff étant handicapée par l'héritage du soutien de Lula au régime iranien.

Dans un Chili encore auréolé de la gloire d'avoir su sortir 33 mineurs bloqués à 700 mètres sous terre, les Etats-Unis sont allés saluer un modèle de réussite économique et sociale, véritable gage d'optimisme pour l'Amérique latine. Enfin, au Salvador, les Etats-Unis ont élaboré un véritable agenda de discussion tournant autour des questions de sécurité.

Cinquante ans après le lancement par Kennedy de l'Alliance pour le progrès en pleine guerre froide, Obama a confirmé en 2011 que l'Amérique latine n'était pas une priorité de sa politique internationale. Son incapacité à aider efficacement le Mexique ou à élaborer une législation migratoire a mis en évidence une certaine paralysie, que la victoire des Républicains lors des élections de mi-mandat en 2010 est venue aggravée.

Un tel désintérêt ne peut que conforter les Latino-américains dans leur volonté de créer une organisation régionale qui pourrait doubler l'Organisation des Etats américains (OEA). La création de la CELAC, retardée

[4] Voir l'analyse d'Ana Braconnier dans ce rapport.

[5] CEPAL, *Estudio Economico de América latina y el Caribe 2010-2011*, juillet 2011.

[6] Retour à une dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières.

[7] A tel point que la déclaration finale n'avait pas été signée. Voir O. Dabène, « Introduction. Guerre froide en Amérique latine ? », in O. Dabène (dir.), in « Amérique latine. Political Outlook 2009 », Paris, Sciences Po/Opalc, 2009, pp. 2-5.

[8] Voir l'analyse d'Erica Guevara dans ce rapport.

par la maladie de Chavez, représente une nouvelle étape du régionalisme. Il restera à la doter d'un agenda qui ne vienne pas concurrencer celui des nombreuses autres organisations régionales existantes.

L'Amérique latine a en tout cas fait preuve en 2011 d'une rassurante capacité à surmonter ses querelles et à consolider le climat de détente apparu en 2010[9]. La Colombie et le Venezuela ont efficacement contribué à la normalisation de la situation du Honduras, exclu de l'OEA à la suite du coup d'Etat de juin 2009. La médiation de Santos et Chavez a permis la réintégration du Honduras à l'OEA et le retour de Zelaya dans son pays, en vertu d'un Accord de réconciliation nationale signé le 22 mai[10]. De leur côté, les quatre pays andins membres de la Communauté andine (CAN)[11] ont tenu le 23 juillet leur premier sommet depuis 2007, signe que les cicatrices ouvertes à l'occasion du bombardement colombien en Equateur en 2008 étaient refermées. Les tensions se sont aussi apaisées en Amérique centrale, le Costa Rica et le Nicaragua attendant le verdict définitif de la Cour internationale de Justice de La Haye[12]. L'Amérique centrale semble quant à elle s'être décidée à s'unir pour combattre le fléau de la violence, en adoptant une stratégie commune[13].

Une année prometteuse en somme, mais une année de transition aussi car les grands pays d'Amérique latine se sont trouvés soit en précampagne électorale (Mexique, Venezuela), soit en campagne (Argentine), soit en phase de prise de possession d'une nouvelle équipe (Brésil). Des élections importantes auront aussi lieu en 2012 (Mexique, Venezuela, Etats-Unis), ce qui ne facilite pas la préparation du sommet des Amériques qui aura lieu à Carthagène en avril. Un nouveau sommet en demi-teinte scellerait la séparation entre le nord et le sud du continent.

[9] Voir O. Dabène, « Introduction. L'Amérique latine en 2010 : détente et crispation… », *op. cit*.

[10] Acuerdo para la Reconciliación Nacional y la Consolidación del Sistema Democrático en la República de Honduras, Carthagène (Colombie), 22 mai 2011. Disponible sur le site de l'OPALC : www.opalc.org/web/images/stories/Acuerdo_para_la_Reconciliacion_Nacional_y_la_Consolidacion_del_Sistema_Democratico_en_la_Republica_de_Honduras.pdf

[11] Bolivie, Colombie, Equateur et Pérou. Le Venezuela a quitté la Communauté andine en 2006.

[12] Voir plus loin l'analyse de Kevin Parthenay (« Différend territorial et intégration centraméricaine : le conflit de l'île Calero »).

[13] Conferencia internacional de apoyo a la estrategia de seguridad de centroamérica , guatemala, 7 avril 2011. Disponible sur le site de l'OPALC : www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=809:strategie-centramericaine-de-securite-&catid=120:integration-et-relationes-internationales&Itemid=212